



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

desserte des gares TGV

Question au Gouvernement n° 191

Texte de la question

DESSERTES DES GARES TGV

**M. le président.** La parole est à M. Damien Pichereau, pour le groupe La République en marche.

**M. Damien Pichereau.** Madame la ministre chargée des transports, lors du lancement des Assises de la mobilité, le 19 septembre dernier, vous aviez annoncé qu'une mission de concertation avec l'ensemble des parties prenantes serait rapidement créée afin d'aborder un certain nombre de sujets centraux : l'organisation de la desserte TGV, le prix des péages et la réorientation des investissements ferroviaires vers les TER – les transports express régionaux.

**M. Éric Straumann.** Et l'écotaxe !

**M. Damien Pichereau.** Force est de constater que vous avez tenu parole : le Gouvernement a confié cette mission à une personnalité extrêmement qualifiée dans le domaine des transports, à savoir Jean-Cyril Spinetta, ancien président-directeur général d'Air France. Je partage – et je crois pouvoir dire que l'ensemble de mes collègues députés en font de même – votre objectif : l'écriture d'une nouvelle loi d'orientation des mobilités, qui réponde enfin aux attentes des Français. Ceux-ci sont attachés à un service de qualité pour leurs déplacements, que le ferroviaire leur fournit depuis plus d'un siècle. Mais les difficultés auxquelles nous faisons face sur les territoires imposent une grande rénovation, annoncée par le Président de la République.

La question de la desserte des territoires est importante. Cependant, ces derniers jours, une ambiguïté s'est installée en France quant au niveau de cette desserte, singulièrement par TGV. Vouloir réorienter des investissements vers les liaisons régionales du quotidien est une excellente chose, que nous soutenons. Mais le maintien d'une offre de liaisons TGV est important pour nos citoyens sur les territoires, qu'il s'agisse de déplacements de travail ou de loisirs.

**M. Sébastien Chenu.** Plus vite encore !

**Un député du groupe LR .** Vous parlez à la vitesse d'un TGV !

**M. Damien Pichereau.** Aujourd'hui, près de 200 gares situées dans des communes de moins de 20 000 habitants sont desservies directement par le TGV. Supprimer ces arrêts, n'est-ce pas le risque d'enclaver plus fortement encore certains territoires ? Le modèle économique du ferroviaire peut et doit être repensé, mais cela ne doit pas priver nos territoires d'une activité économique propre à leur développement.

**Plusieurs députés du groupe LR .** Respirez !

**M. Damien Pichereau.** Je suis déçu de constater que nos collègues de droite ne s'intéressent manifestement pas aux territoires ruraux ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

**M. Richard Ferrand.** Très bien !

**M. Thibault Bazin.** Il faut parler plus lentement ! On ne comprend rien à ce que vous dites !

**M. Damien Pichereau.** Pouvez-vous, madame la ministre, préciser vos intentions en matière de desserte ferroviaire des territoires, notamment par le TGV, ce qui, j'en suis sûr, permettra de rassurer l'ensemble de nos concitoyens ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre chargée des transports.

**Mme Élisabeth Borne, ministre chargée des transports.** Monsieur Pichereau, je suis comme vous très attachée à ce que le TGV demeure un moyen de transport populaire et accessible pour tous. Je sais que les Français sont attachés à un modèle dans lequel le TGV dessert de nombreux territoires, des villes petites et moyennes et pas seulement de grandes métropoles.

**Mme Valérie Rabault.** Et Toulouse ?

**M. Aurélien Pradié.** Et Cahors ?

**Mme Élisabeth Borne, ministre.** Nous assumons collectivement ce choix, qui a été fait il y a plusieurs décennies. Je tiens à le dire clairement, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté : je n'ai jamais annoncé qu'il y aurait des fermetures de gares ou de lignes TGV.

Cela dit, au moment où nous débattons dans le cadre des Assises nationales de la mobilité, il est important, je pense, que chacun soit conscient que ce choix collectif a un coût et que l'on ne peut pas tout à la fois vouloir un TGV qui va partout, des billets moins chers et des droits de péage très élevés réclamés à la SNCF pour faire circuler ses trains sur les lignes à grande vitesse.

**M. Aurélien Pradié.** Et des bus Macron ! C'est populaire !

**M. David Habib.** Pour l'instant, on n'a rien du tout !

**M. Jean-Paul Dufrègne.** Tout ce qu'on a, c'est les yeux pour pleurer et des trains qui arrivent en retard !

**Mme Élisabeth Borne, ministre.** C'est une question de cohérence : c'est indispensable pour la pérennité d'un modèle dans lequel nous avons investi et auquel nous sommes attachés.

Au-delà de cette question, c'est bien le sens de la mission que le Gouvernement vient de confier à Jean-Cyril Spinetta :...

**Mme Marie-George Buffet.** On se demande à quoi servent les ministres !

**Mme Élisabeth Borne, ministre.** ...elle doit permettre à l'État de se doter d'une stratégie globale et cohérente pour préparer le transport ferroviaire de demain. Je suis personnellement attachée à ce que le transport ferroviaire ait toute sa place dans une politique globale de mobilité, pour répondre à la fois aux besoins de tous nos concitoyens, pour les transports de la vie quotidienne, et aux besoins de tous nos territoires, y compris les plus enclavés, qui sont ma priorité. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes REM et MODEM.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Damien Pichereau](#)

**Circonscription** : Sarthe (1<sup>re</sup> circonscription) - La République en Marche

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 191

**Rubrique** : Transports ferroviaires

**Ministère interrogé** : Transports

**Ministère attributaire** : Transports

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [19 octobre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [19 octobre 2017](#)